

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

BLOIS, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



MBDA France

La Chaudronne

route départementale 75

41300 SELLES ST DENIS

Références : VAT20220708

Code AIOT : 0010001789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement MBDA France implanté lieu-dit "La Chaudronne" Route départementale 75 41300 SELLES ST DENIS. L'inspection a été annoncée le 22/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France
- Lieu-dit "La Chaudronne", Route départementale 75, 41300 SELLES ST DENIS
- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la production (intégration) de missiles.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°41-2020-10-26-003 du 26 octobre 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un établissement de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques au lieu-dit « La Chaudronne » à Selles-Saint-Denis.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques

4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour la rubrique 2793-3-b.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des interventions réalisées par des entreprises extérieures, dont le système de gestion de la sécurité (SGS) concernant l'organisation et la formation, la maîtrise des procédés et d'exploitation, la gestion des situations d'urgence ;
- les conditions de stockage des produits explosifs ainsi que la gestion de l'état des stocks (visite de soutes de stockage et/ou atelier pyrotechnique) ;
- le suivi de MMR (mesures de maîtrise des risques).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	SGS – Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
5	Permis de travail et permis de feu	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.7.2 et 13.7.2.1	/	Sans objet
8	Gestion de l'état des stocks : bât G1 et H2	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.2	/	Sans objet
10	Moyens lutte incendie : ressources en eau (bât G1 et H2)	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.3	/	Sans objet
11	Moyens lutte incendie : vérification et entretien (bât G1 et H2)	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.2 et 13.10.3	/	Sans objet
13	Plan d'opération interne (POI) : bât G1 et H2	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.5.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	/	Sans objet
3	SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	SGS – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5	/	Sans objet
6	Dispositions constructives : bât G1 et H2	Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 13.3.1, 13.5.5 et 13.5.9	/	Sans objet
7	Propreté, désherbage-débroussaillage : bât G1 et H2	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3	/	Sans objet
9	Protection contre la foudre : bât G1 et H2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
12	Confinement des eaux d'extinction incendie (bât G1 et H2)	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.6.2-V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) a porté sur la gestion des entreprises extérieures (EE) intervenant au sein de l'établissement MBDA. L'exploitant tient à jour une liste qui recense 131 entreprises extérieures, dont 7 « in-situ » c'est-à-dire que le personnel travaille à plein temps dans l'établissement. L'exploitant a présenté les procédures suivantes : - procédure MBDA France de référence DRM ID 24G0001369898 édition 2 du 04/03/2021 « Plan de prévention – Gestion des co-activités entre les établissements MBDA France et les entreprises extérieures » ; - procédure MBDA site de Selles -Saint-Denis de référence 2420047694296 du 30/06/2022

« Dispositions mises en œuvre pour les interventions d'entreprises extérieures ».

Les entreprises extérieures sont informées des risques des installations du site par le plan de prévention annuel auquel sont notamment annexées :

- les consignes générales de sécurité relatives aux activités du site et l'information Seveso : elles précisent par exemple l'interdiction de fumer sur le site, le permis de feu, les consignes dans l'enceinte pyrotechnique...
- et les consignes de sécurité relative à la gestion des situations d'urgence pour les interventions des entreprises extérieures.

Lors de chaque intervention par une EE, le coordonnateur MBDA transmet les consignes au prestataire, et le numéro d'urgence à composer sur le site est précisé lors de la réunion préalable.

L'exploitant n'organise pas d'accueil Sécurité Environnement systématique pour la totalité des entreprises extérieures, mais a minima pour l'ensemble du personnel des prestataires « in situ » au même titre que les salariés MBDA. Lors de cet accueil, les différents risques présents au sein de l'établissement, les mesures applicables en matière de sécurité et d'environnement et les consignes à suivre en cas d'urgence sont présentés.

Le personnel de certains prestataires « in-situ » bénéficient également des formations suivantes :

1) Formation initiale et renouvellement

La formation sécurité pyrotechnique (3,5 jours) est dispensée par MBDA aux agents du prestataire manutention réalisant des manutentions et transports pyrotechniques et du prestataire multitechnique en charge de la maintenance des installations CVC/plomberie/électricité/infrastructures. Ces agents suivent également les recyclages dispensés par MBDA tous les 5 ans.

2) Formation continue

Les agents du prestataire manutention participent aux formations trimestrielles avec le personnel du service Logistique MBDA.

Une formation annuelle est dispensée au personnel du prestataire multitechnique par le service SSE de MBDA.

3) Formation EPI (équiper de première intervention)

Dans la mesure du possible (non systématique), les personnels des prestataires « in situ » bénéficient de la formation EPI (manipulation extincteur) réalisée sur le site ; c'est-à-dire que cette formation initialement prévue pour les salariés MBDA est proposée aux EE « in situ » selon les places disponibles.

4) Autres actions de sensibilisations

Les prestataires « in situ » sont également associés aux actions de sensibilisation SSE sur des thématiques spécifiques (risques manutentions, avis d'incidents, éco-gestes, ATEX, ...).

Le suivi de ces formations est assuré par le service SSE de MBDA.

Des informations complémentaires sont libellées en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Organisation, formation des entreprises extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
Constats : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur n'est pas identifié dans le SGS.
<p>Observations : Questionné par l'inspection, l'exploitant précise qu'il n'a pas identifié, dans son Système de Gestion de la Sécurité (SGS), le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur.</p> <p>L'exploitant précise que certaines entreprises extérieures « in situ » peuvent être amenées à intervenir en cas d'incident/accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la société de gardiennage peut, par exemple, actionner le déclenchement du dispositif d'obturation d'eaux pluviales Téléstop à distance. - la société de maintenance multitechnique peut, par exemple, réaliser les coupures d'énergie (sous pilotage de MBDA) en cas d'absence des salariés MBDA compétents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le SGS prévoit que toute intervention d'une entreprise extérieure sur le site relève d'un plan de prévention / permis de travail, dont le but est de formaliser les mesures de prévention et les moyens de protection à mettre en place en regard des risques présentés. Les travaux par points chauds font l'objet d'une approche spécifique avec l'utilisation d'un formulaire « Permis de feu » pour l'autorisation et les conditions d'exécution. En zone pyrotechnique, le personnel d'EE non « in situ » est toujours accompagné par un salarié MBDA. L'exploitant précise que les travaux les plus importants sont réalisés après avoir vidé le bâtiment concerné, et si possible, pendant les périodes de congés du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SGS – Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Comme évoqué ci-avant, chaque salarié d'une des 7 entreprises extérieures « in situ », parmi lesquelles certains sont susceptibles d'être appelés à intervenir momentanément sur le site en cas de situation d'urgence, reçoit systématiquement une information concernant la conduite à tenir en cas d'urgence, lors de l'accueil Sécurité Environnement. Les salariés des entreprises extérieures non résidentes sont informés des consignes à tenir en cas de situation d'urgence par la transmission des consignes générales de sécurité lors de l'élaboration du plan de prévention et lors de toute première venue sur le site (plaquettes distribuées à l'accueil du site). Ces consignes précisent notamment la conduite à tenir en cas d'incendie, d'explosion ou d'accident. Lors de la réalisation des exercices POI, les entreprises extérieures sont concernées comme le personnel MBDA du site, car il y a toujours une présence d'entreprises extérieures sur le site. Par ailleurs, l'exploitant précise que, lors d'un des derniers exercices POI, c'est une entreprise extérieure qui a donné l'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Permis de travail et permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.7.2 et 13.7.2.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Travaux : Permis de travail et permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
Constats : <ul style="list-style-type: none">- La partie relative à la surveillance post-travaux des permis de feu délivrés n'est pas systématiquement complétée : la traçabilité de la bonne réalisation de la surveillance n'est pas assurée.- Les modalités de réalisation de la surveillance après travaux mériteraient d'être mieux définies.- Le contenu du formulaire de permis de feu ne comporte pas la totalité des items listés à l'article 13.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2020 : la nature des dangers et le type de matériel pouvant

être utilisé ne sont pas indiqués.
<p>Observations : La procédure relative à la gestion des permis de feu (réf : DRM 2420047966321 du 30/09/2022) prévoit que le permis de feu est établi avant tous travaux ou activités pouvant provoquer un incendie (soudure, découpe, meulage, brasure, réchauffage de tuyaux, emploi de chalumeau, ...).</p> <p>Le permis de feu a une durée maximale d'une semaine (5 jours ouvrés successifs). Il doit être renouvelé à chaque fois qu'un changement significatif intervient sur le chantier (exemple : chargé des travaux, lieux, nature du risque, ...).</p> <p>Le formulaire du permis de feu définit notamment le lieu et la nature des travaux, ainsi que les mesures de précaution (prévention, protection, surveillance). Il précise également le début des travaux (date et heure), l'expiration du permis de feu (date et heure), la fin des travaux (date et heure) ainsi que la surveillance finale (date et heure). Toutefois, le contenu du formulaire de permis de feu ne comporte pas la totalité des items listés à l'article 13.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2020 : la nature des dangers (par exemple : présence de matières combustibles et/ou inflammables, présence d'une zone ATEX, travaux générant des poussières, ...) et le type de matériel pouvant être utilisé ne sont pas indiqués.</p> <p>La procédure prévoit la réalisation d'une surveillance pendant la réalisation des travaux, et la réalisation de rondes régulières après la fin des travaux selon les instructions cochées dans le permis de feu ; le formulaire prévoit les 2 options suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir un agent de surveillance chargé de contrôler la sécurité pendant les travaux et pendant l'heure qui suit leur achèvement (y compris pendant les pauses) ; - prévoir un contrôle de la zone pendant deux heures après les travaux. <p>La procédure prévoit également, après la fin de la dernière ronde, d'« assurer la traçabilité nécessaire pour attester la visite par tout moyen (main courante, formulaire permis de feu...) ». Le formulaire prévoit une case pour indiquer heure et observation et signature de la ronde finale ; il est précisé pour la case relative au contrôle final que « la zone des travaux ainsi que les zones voisines éventuellement accessibles à la chaleur et aux étincelles ont été inspectées et contrôlées 4 heures après leur achèvement et rien d'anormal n'a été constaté ».</p> <p>Les modalités de réalisation de la surveillance après travaux mériteraient d'être mieux définies/clarifiées dans la procédure ; il pourrait par exemple être défini quand la ronde de surveillance doit être réalisée par défaut.</p> <p>L'inspection a consulté 2 permis de feu récents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'un émis le 26/09/2022, valable du 26/09 7h00 au 28/09 18h00, concernant la pose d'un pont roulant dans le bâtiment 1101 ; - l'autre émis le 17/10/2022, valable le 17/10 de 10h00 à 17h00, concernant une opération de disquage & perçage dans le bâtiment 32. <p>Pour ces 2 permis de feu, aucun ne comportait le visa et l'heure relatifs à la surveillance post-travaux, et aucune option n'était cochée pour préciser les instructions relatives aux rondes de surveillance (par défaut, et au vu des indications du formulaire, la ronde aurait logiquement dû être effectuée 4 heures après la fin des travaux).</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si les rondes ont été réalisées ou non (inscription sur la main courante de la société de gardiennage ?). Cet écart montre que la traçabilité pour attester la surveillance post-travaux n'est pas maîtrisée par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions constructives : bât G1 et H2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 13.3.1, 13.5.5 et 13.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les observations sont libellées dans l'annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Propreté, désherbage-débroussaillage : bât G1 et H2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et entretien des abords des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a fait les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'intérieur des bâtiments G1 et H2, ainsi que l'enceinte contenant les lignes de bâtiments G et H, sont très propres- les merlons et les zones enherbées au sol dans l'enceinte sont tondus- les sous-bois autour sont éloignés de l'enceinte (coupés sur une profondeur visuellement au moins égale à la moitié de la hauteur des arbres)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion de l'état des stocks : bât G1 et H2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks, respect du timbrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 13.3.2 de l'AP du 26/10/2020 : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle) Article 50 de l'AM du 04/10/2010 : état des matières stockées – dispositions spécifiques [...] Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]
Constats : L'état récapitulatif des stockages de produits explosifs autorisés, présenté par bâtiment pyrotechnique, ne mentionne pas les divisions de risques autorisées.
Observations : L'inspection a visité les bâtiments G1 et H2, et a comparé, par sondage, les produits physiquement présents à l'état des stocks informatique de produits explosifs. Les constats réalisés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'état des stocks physique correspond à l'état des stocks informatique pour les deux bâtiments. Ce dernier est mis à jour quasiment en temps réel lors des mouvements de produits, la périodicité quotidienne de mise à jour est donc respectée.- les quantités de produits présentes dans les deux bâtiments respectent le timbrage maximal autorisé pour chaque bâtiment.- la quantité totale de produits explosifs présente dans le site respecte le timbrage total maximale autorisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre : vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'étude technique foudre (ETF) relative aux 5 nouveaux bâtiments (ensemble G et H), a été réalisée par la société APAVE le 07/01/2020 ; elle conclut aux 3 recommandations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) protection contre les effets directs : mise en place de systèmes de protection contre la foudre (SPF) de niveau 2 → ils sont constitués des composants des bâtiments (ferrailage dans le béton). 2) protection contre les effets indirects de la foudre : mise en place de parafoudres au niveau des armoires TGBT (poste HT/BT) et des armoires BT. 3) protection pour les liaisons à courant faible. <p>Suite aux travaux de mise en conformité réalisés, la vérification initiale a été effectuée par la société APAVE le 04/11/2021 ; le rapport conclut « Sans observation – l'ensemble des prescriptions de l'ETF ont été prises en compte ».</p> <p>Concernant l'enregistrement des agressions de la foudre, l'exploitant est abonné à Météorage. En cas d'impact signalé, l'exploitant vérifie si le ou les impacts sont survenus sur le site. Si tel est le cas, l'exploitant déclenche la vérification de l'ensemble des dispositifs de protection contre la foudre du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens lutte incendie : ressources en eau (bât G1 et H2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
Constats : Le nombre de bouches incendie mises en place pour les bâtiments G et H (=3) est inférieur au nombre de bouches incendie définies dans l'arrêté préfectoral du 26/10/2020 (=4).
<p>Observations : Les moyens de lutte contre un incendie mis en place au niveau des bâtiments G et H sont des extincteurs et des bouches incendie.</p> <p>Extincteurs : L'inspection a constaté la présence d'un extincteur portatif et d'un extincteur sur roues à côté de la porte d'accès du bâtiment G1 et à côté de la porte du bâtiment H2. Ils étaient tous facilement accessibles.</p> <p>Poteaux incendie / bouches incendie : L'inspection a constaté la présence de 3 bouches incendie autour de l'enceinte des lignes de bâtiments G et H : il s'agit des bouches n°B10 (au Sud, au niveau du parking de l'enceinte), B11 (à l'Ouest de l'enceinte) et B12 (au Nord de l'enceinte). Le nombre de bouches incendie mises en place (=3) est inférieur au nombre de bouches incendie définies dans l'arrêté préfectoral du 26/10/2020 (=4).</p> <p>RIA : L'inspection a constaté que les bâtiments G et H ne sont pas équipés de RIA. Ce constat n'est pas cohérent avec le POI, datant du 15/04/2022, qui précise au paragraphe 6.1.1 que "Tous les bâtiments sont équipés d'extincteurs et robinets d'incendie armés (RIA)". L'exploitant explique que seuls les bâtiments de production (=ateliers) sont équipés de RIA, les bâtiments de stockage de produits pyrotechniques n'en sont pas équipés : ce point doit être précisé dans le POI (--> cf. constat libellé dans le point de contrôle "POI").</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens lutte incendie : vérification et entretien (bât G1 et H2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.2 et 13.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention : entretien et vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
Constats : Il paraît utile de réaliser, lors des vérifications annuelles des poteaux et bouches incendie, des mesures en simultané sur plusieurs hydrants.
<p>Observations : Extincteurs :</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté la vignette de contrôle des 2 extincteurs situés de part et d'autre de la porte du bâtiment H2 : toutes deux indiquaient que la dernière vérification a été effectuée en août 2022 par la société SICLI/CHUBB (il y a moins d'un an).</p> <p>Poteaux incendie / bouches incendie :</p> <p>L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle de bon fonctionnement des poteaux et bouches incendie du site, réalisée par la société CHUBB SICLI le 10/08/2022 (il y a moins d'un an). Il présente les résultats des mesures de débit et de pression pour 10 bouches incendie et 30 poteaux incendie recensés sur le site ; ils sont repris ci-dessous pour les 3 bouches incendie autour de l'enceinte des lignes de bâtiments G et H :</p> <p>BI-10 : 178 m3/h sous 1 bar BI-11 : 160 m3/h sous 1 bar BI-12 : 201 m3/h sous 1 bar</p> <p>Les 3 bouches incendie respectent la prescription définissant un débit unitaire au moins égal à 60 m3/h pendant 2 heures.</p> <p>Par ailleurs, le plan d'opération interne (POI daté du 15/04/2022) précise au paragraphe 6.1.1 que « Chaque bouche ou poteau incendie est capable de délivrer au minimum 60 m3/h sous 1 bar et d'assurer, sur trois hydrants simultanés, un débit total de 180 m3/h ».</p> <p>L'inspection a demandé si des mesures simultanées avaient été réalisées sur les 3 nouvelles bouches incendie : des mesures ont été effectuées le 29/07/2021 ; les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le débit total mesuré en ouvrant B12 simultanément avec 2 autres poteaux (n°14 et 15) était de 154 m3/h - le débit total mesuré en ouvrant B10 simultanément avec 2 autres poteaux était de 132 m3/h <p>Ces mesures montrent que le débit total de 180 m3/h délivré avec 3 hydrants simultanément, mentionné dans le POI, n'est pas assuré.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à mettre à jour son POI sur ce point (--> cf. constat libellé dans le point de contrôle « POI »).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection émet la remarque suivante : il paraît utile de réaliser, lors des vérifications annuelles des poteaux et bouches incendie, des mesures en simultané sur plusieurs hydrants.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement des eaux d'extinction incendie (bât G1 et H2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.6.2-V
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement eaux d'extinction : entretien et vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP 26/10/2020 article 13.6.2 : Rétentions et confinement Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle) POI du 15/04/22 - page 53 : Paragraphe 6.1.3.3. Soutes G et H Les eaux d'incendie sont collectées à l'aide d'avaloirs et de caniveaux placés au droit des portes des soutes. La récupération des eaux d'incendie se fait dans 2 cuves enterrées de 200 m3 avec un système de type électrovanne permettant le gonflage de 2 vessies pour condamner l'évacuation des eaux en cas de déclenchement du processus de récupération des eaux (déclencheur manuel à proximité des cuves, voir annexe confidentielle 9). L'entretien préventif est assuré à travers le contrat multitechnique par le fabricant.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a montré la présence de 2 cuves enterrées d'une capacité unitaire de 200 m3, situées dans l'enceinte des bâtiments G et H, qui sont dédiées à la récupération des eaux d'extinction en cas d'incendie de l'enceinte par actionnement d'un obturateur gonflable. L'inspection a constaté la présence d'un système "Téléstop" pour déclencher le gonflage automatique de l'obturateur en pressant sur un bouton, ainsi que de caniveaux devant les portes des 5 bâtiments G et H pour collecter les eaux en cas d'incendie. L'exploitant a présenté : - le procès verbal de réception du dispositif d'obturation automatique : il date du 28/09/2020 et ne mentionne pas d'anomalie. - le rapport relatif à la dernière vérification annuelle du bon fonctionnement du dispositif réalisée le 16/06/2022 : il conclut à la fonctionnalité du dispositif (nommé MBDS 2 dans le rapport). Par ailleurs, l'inspection invite l'exploitant à compléter son POI par un plan localisant les dispositifs de confinement d'eaux polluées ou d'extinction incendie, de leur commande et de la zone collectée (--> cf. constat libellé dans le point de contrôle « POI »).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI : contenu et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions à diffusion restreinte (cf. annexe confidentielle)
<p>Constats : Le POI est incomplet, insuffisamment précis et/ou illisible, concernant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la localisation des moyens de lutte incendie, en particulier : les poteaux incendie et bouches incendie, les réserves d'eau incendie, les réserves d'émulseur, les bassins de confinement d'eaux polluées ainsi que les zones collectées et les commandes des dispositifs d'obturation et les vannes. - le nombre de poteaux incendie et bouches incendie. - le débit minimal délivré par plusieurs hydrants en simultané. - la localisation des RIA dans le site. <p>Le POI doit être complété et mis à jour.</p>
<p>Observations : L'inspection a consulté le plan d'opération interne (POI) concernant les moyens de lutte incendie et dispositifs de confinement mis en place au niveau des bâtiments G et H.</p> <p>La dernière version du POI date du 15/04/2022 : elle date de moins de 3 ans et tient compte de la création des bâtiments G et H.</p> <p>Concernant son contenu, l'inspection fait les constats suivants :</p> <p>1) le POI ne localise pas clairement sur un plan les moyens de lutte incendie suivants : les poteaux incendie et bouches incendie (le plan est peu lisible), les réserves d'eau incendie, les réserves d'émulseur, les bassins de confinement d'eaux polluées ainsi que les zones collectées et les commandes des dispositifs d'obturation et les vannes (vannes peu lisibles)</p> <p>2) le nombre de poteaux incendie et bouches incendie doit être vérifié et mis à jour dans le POI si nécessaire. En effet, le POI mentionne la présence de 35 poteaux/bouches incendie (23 PI + 12 BI), tandis que l'arrêté préfectoral du 26/10/2010 en mentionne 39 (31 PI + 8 BI) et le rapport de la dernière vérification périodique réalisée par la société CHUBB SICLI le 10/08/22 en liste 40 (30 PI + 10 BI).</p> <p>3) le paragraphe 6.1.1 du POI mentionne que « Chaque bouche ou poteau incendie est capable de délivrer au minimum 60 m3/h sous 1 bar et d'assurer, sur trois hydrants simultanés, un débit total de 180 m3/h ». Compte-tenu des résultats des mesures sur plusieurs hydrants en simultané présentés ci-avant, cette donnée doit être vérifiée et mise à jour si nécessaire.</p> <p>4) le paragraphe 6.1.1 du POI mentionne également que "Tous les bâtiments sont équipés d'extincteurs et RIA". Or les bâtiments G et H ne sont pas équipés de RIA. L'exploitant explique que seuls les bâtiments de production (=ateliers) sont équipés de RIA, les bâtiments de stockage de produits pyrotechniques n'en sont pas équipés : ce point doit être précisé dans le POI.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet